

Les décrets de 1914 déclara-
nt le territoire de la France
en état de guerre sont abrogés.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AURONT LIEU LE 16 NOVEMBRE

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.252. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre LaBrie, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON

60, rue d'Anglemont, Paris.

JEUDI
16
OCTOBRE
1919

On ne peut constater
à quel point la con-
science artificielle
pervertit la con-
science naturelle.
FARINI.

LES CONSÉQUENCES DE LA PROMULGATION DU TRAITÉ DE PAIX

Dès que le texte de la loi notifiant la cessation des hostilités paraîtra à l'« Officiel », les décrets et arrêtés pris spécialement à raison de la guerre cesseront d'être en vigueur, et les clauses du Traité de Versailles commenceront immédiatement — et successivement — à devenir opérantes.

PRINCIPAUX DÉCRETS ET ARRÊTÉS PRIS DEPUIS LE 1^{er} AOÛT 1914 ET QUI VONT ÊTRE ABROGÉS

DÉCRET DU 1^{er} AOÛT 1914, relatif à la mobilisation générale des armées de terre et de mer.

DÉCRET DU 3 AOÛT 1914, accordant la franchise postale aux militaires et marins mobilisés.

DÉCRET DU 6 AOÛT 1914, accordant des allocations aux familles des mobilisés.

DÉCRET DU 10 AOÛT 1914, suspendant toutes prescriptions et péremptions en matière civile, commerciale ou administrative (CE DÉCRET DE SUSPENSION COMPREND LE MORATOIRE DES LOYERS).

DÉCRET DU 21 AOÛT 1914, interdisant toute instance en déclaration de faillite contre les mobilisés.

DÉCRET DU 26 AOÛT 1914, permettant de nommer des officiers à un grade supérieur au titre temporaire.

DÉCRET DU 29 AOÛT 1914, permettant aux sociétés, aux départements et aux communes de suspendre le remboursement de leurs obligations et des lots.

DÉCRET DU 10 SEPTEMBRE 1914, suspendant la communication de leur dossier aux fonctionnaires en prévention de mesure disciplinaire (les fonctionnaires frappés pourront se pourvoir en révision dans le mois qui suivra la cessation des hostilités).

DÉCRET DU 13 SEPTEMBRE 1914, donnant le nom de Bons de la Défense Nationale aux bons du Trésor émis avant la guerre.

DÉCRET DU 21 SEPTEMBRE 1914, autorisant l'émission de « bons départementaux ou municipaux ».

DÉCRET DU 26 SEPTEMBRE 1914, interdisant les saisies-arrêts sur les salaires ou appointements jusqu'à 2.000 francs.

DÉCRET DU 27 SEPTEMBRE 1914, relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'ennemi.

DÉCRET DU 12 NOVEMBRE 1914, ajournant les élections des membres des tribunaux de commerce.

DÉCRET DU 26 DÉCEMBRE 1914, autorisant la Comédie-Française à traiter avec les auteurs pour obtenir une réduction sur les droits à leur payer.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 4 JANVIER 1915, supprimant les Concours agricoles de l'Etat.

DÉCRET DU 13 MARS 1915, mettant sous séquestre les marchandises appartenant à des sujets allemands.

DÉCRET DU 8 AVRIL 1915, élevant de 2.000 à 5.000 francs le montant maximum des valeurs à recouvrer par la poste.

DÉCRET DU 22 JANVIER 1916, interdisant toute

saisie-arrêt ou toute saisie-gagerie sans autorisation spéciale des magistrats compétents.

DÉCRET DU 19 NOVEMBRE 1918, prorogeant les contrats d'assurance, de capitalisation et d'épargne.

Décrets abrogés trois mois après la cessation des hostilités

DÉCRET DU 3 AOÛT 1916, accordant un délai supplémentaire aux contribuables pour remettre leurs déclarations relatives à la contribution sur les bénéfices de guerre.

DÉCRET DU 17 JANVIER 1917, accordant un délai supplémentaire aux contribuables empêchés de remettre en temps utile les déclarations pour l'impôt sur le revenu.

LES CLAUSES DU TRAITÉ DE VERSAILLES VONT ÊTRE APPLIQUÉES DANS LES DÉLAIS SUIVANTS :

Application immédiate

RELATIONS DIPLOMATIQUES

1^{re} Les relations officielles avec l'Allemagne sont reprises.

LE BASSIN DE LA SARRE

2^{de} La propriété du bassin de la Sarre revient à l'Etat français.

CANONS ET MUNITIONS

3^{de} Le nombre des canons des places fortes et leur calibre devront être immédiatement notifiés aux Alliés par le gouvernement allemand. Ce nombre ne pourra être dépassé dans la suite. L'approvisionnement, dans un délai de deux mois, ne pourra dépasser 1.500 coups pour les petits calibres jusqu'au 105 et 500 pour les calibres supérieurs.

INSTRUCTION MILITAIRE

4^{de} Il est interdit, en Allemagne, aux établissements d'enseignement et à toutes associations de s'occuper d'aucune question d'instruction militaire.

BÂTIMENTS DE GUERRE ET MINES

5^{de} Tous les bâtiments de guerre de surface allemands qui se trouvent hors des ports de leur pays cessent d'appartenir à l'Allemagne. Ceux qui sont dans des ports neutres doivent être remis aux Alliés.

6^{de} Démolition de tous bâtiments de guerre en construction sur des chantiers allemands.

7^{de} Dragage, par les soins de l'Allemagne, de toutes les mines de la mer du Nord et, ultérieurement, de la Baltique.

AÉRONAUTIQUE

8^{de} Livraison de tout le matériel de l'aéronautique allemande, en dehors de 100 hydravions ou hydro-glisseurs employés à la recherche des mines.

9^{de} Les aéronefs alliés auront le droit de survoler le territoire et les eaux territoriales de l'Allemagne et d'y atterrir ou amérir au même titre que les aéronefs allemands, notamment en cas de détresse à terre ou en mer.

OBJETS VOLES

10^{de} Restitution de tous objets, valeurs ou documents appartenant à des ressortissants des puissances alliées ou associées, et qui auraient été retenus par les autorités allemandes.

DROITS DE DOUANE

11^{de} Les produits d'Alsace-Lorraine seront reçus à leur entrée en Allemagne, et pendant cinq années, en franchise de tous droits de douane. La quantité ne pourra toutefois dépasser la quantité moyenne envoyée de 1911 à 1913.

12^{de} Les taxes imposées aux importations des Alliés en Allemagne ne pourront être supérieures, pendant six mois, à celles qui étaient en application le 31 juillet 1914. Cette disposition continuera à être appliquée à certains produits pendant trente mois après l'expiration du délai précité.

TRAITÉS D'AVANT GUERRE

13^{de} Les traités, conventions et accords en vigueur avant la guerre reprendront leur cours. Citons, notamment, ceux ayant trait : 1^{er} à la protection des câbles sous-marins ; 2^{de} à la circulation internationale des automobiles ; 3^{de} au plombage des wagons assujettis à la douane ; 4^{de} à l'unité technique des chemins de fer ; 5^{de} à la publication des tarifs de douanes ; 6^{de} à l'unification des statistiques commerciales ; 7^{de} à l'établissement d'un régime définitif de libre usage du canal de Suez ; 8^{de} à l'unification des règles en matière d'abordage, d'assistance et de sauvetage maritimes ; 9^{de} à la suppression du travail de nuit pour les femmes ; 10^{de} à l'unification du système métrique ; 11^{de} à la tutelle des mineurs. En outre, les conventions postales et télégraphiques seront rétablies.

TRAITÉS BILATÉRAUX

14^{de} Les gouvernements alliés notifieront à l'Allemagne les conventions et traités bilatéraux dont ils exigeront la remise en vigueur avec elle.

CHEMINS DE FER

15^{de} Les marchandises provenant des pays alliés ou à eux destinées bénéficieront, sur les réseaux allemands, du régime le plus favorable.

16^{de} La convention de Berne relative au transport des marchandises par voies ferrées rentrera immédiatement en vigueur. Après cinq années, une nouvelle convention pourra être établie, le cas échéant.

Clauses exécutoires dans un délai maximum de deux mois.

MATÉRIEL DE GUERRE

17^{de} En dehors des quantités autorisées, tout le matériel de guerre de l'armée allemande devra être livré aux Alliés pour être détruit ou mis hors d'usage.

OUVRAGES FORTIFIÉS

18^{de} Tous les ouvrages fortifiés devront être désarmés, puis, dans un nouveau délai de quatre mois, démantelés. Aucun autre ouvrage ne pourra être construit.

NAVIGATION FLUVIALE

19^{de} L'Allemagne restituera aux Alliés les bateaux et engins mobiles de navigation fluviale qui, depuis le 1^{er} août 1914, ont passé en sa possession.

20^{de} Livraison aux Alliés de navires de commerce ou de pêche représentant tout ce que les Allemands ont détruit ou saisi, tonne pour tonne.

Clauses exécutoires dans un délai maximum de trois mois.

RÉDUCTION DES FORCES MILITAIRES

21^{de} L'Allemagne devra réduire ses forces militaires à 200.000 hommes, puis, à la date du 31 mars 1920, à 100.000.

ARMEMENTS ET USINES DE GUERRE

22^{de} L'Allemagne devra limiter ses armements aux chiffres suivants : 84.000 fusils, 18.000 carabines, 792 mitrailleuses lourdes, 1.134 mitrailleuses légères, 63 minenwerfer moyens, 189 minenwerfer légers, 204 pièces de 77 et 84 pièces de 105. La réduction des armements sera dès lors proportionnelle à la réduction des effectifs jusqu'au 31 mars 1920.

23^{de} Les usines et arsenaux qui dépasseront le nombre nécessaire à la fabrication des armes et munitions autorisées par les Alliés devront être supprimés.

24^{de} L'Allemagne devra faire connaître aux Alliés la nature et le mode de fabrication de tous explosifs, gaz asphyxiants, etc., utilisés ou à utiliser.

POUR LE COMPTE DES ALLIÉS

25^{de} La commission des réparations notifiera au gouvernement allemand le montant du tonnage qu'il devra mettre en chantier pour le compte des Alliés.

Clauses exécutoires dans un délai maximum de six mois.

OPTION DE NATIONALITÉ

26^{de} Des registres seront ouverts, pendant les six mois qui suivront la mise en vigueur du traité de paix, à Eupen et Malmédy, pour que les habitants expriment leur désir de voir tout ou partie de ces territoires rester allemands ou devenir belges. Le résultat sera soumis à la Société des nations.

27^{de} Livraison à la France des trophées de la guerre de 1870-71.

Clause exécutoire dans un délai maximum d'une année.

CESSION DE DROITS ALLEMANDS

28^{de} La commission des réparations pourra exiger que l'Allemagne acquière tous droits et intérêts des ressortissants allemands, dans toute entreprise d'utilité publique ou dans

toute concession en Russie, en Chine, en Autriche, en Hongrie, en Bulgarie ou en Turquie, et les transfère à ladite commission. La liste des droits et intérêts en question devra être communiquée à la commission des réparations dans un délai de six mois, à dater de la mise en vigueur du traité de paix.

Clauses exécutoires 15 jours après la mise en vigueur.

DÉLIMITATION DE FRONTIÈRES

29^{de} Les lignes frontières entre l'Allemagne et la Belgique, entre la Pologne et la Tchécoslavaquie, entre l'Allemagne et la Pologne, ainsi que les limites du territoire de la ville libre de Dantzig devront être fixées sur place. Les ressortissants de ce dernier territoire perdront la nationalité allemande pour devenir nationaux de la ville libre de Dantzig. Ils auront, au-dessus de l'âge de dix-huit ans seulement, deux années pour opter, s'ils le désirent, pour la nationalité allemande.

ÉVACUATION DE TERRITOIRES

30^{de} Les troupes et les autorités allemandes devront évacuer les zones de la Haute-Silésie, de la Prusse orientale et du Slesvig soumise au plébiscite.

Clause exécutoire 1 mois après la mise en vigueur.

LIVRAISON DES SOUS-MARINS

31^{de} L'Allemagne devra livrer tous ses sous-marins aux Alliés.

Clause exécutoire 2 mois après la mise en vigueur.

RÉDUCTION DE LA FLOTTE

32^{de} La flotte de guerre allemande ne devra pas dépasser les effectifs suivants : Cuirassés : 6 ; croiseurs légers : 6 ; destroyers : 12 ; torpilleurs : 12. Aucun sous-marin.

Tous autres bâtiments de guerre devront être placés en réserve ou recevoir une affectation commerciale.

Les équipages et effectifs divers ne devront pas dépasser 13.500 hommes et 1.500 officiers.

Clause exécutoire 15 ans après la mise en vigueur.

REFERENDUM DE LA SARRE

33^{de} Consultation populaire des habitants du bassin de la Sarre, afin de connaître s'ils désirent rester autonomes, devenir Français ou redevenir Allemands.

UN GRAND DÉBAT AU PALAIS-BOURBON LA CHAMBRE ADOPTE LE CALENDRIER ELECTORAL QU'AVAIT PROPOSÉ LE GOUVERNEMENT

A moins que le Sénat ne revienne sur la décision des députés, les élections législatives auront lieu les premières et le 16 novembre prochain.

Cette décision a été adoptée à mains levées après qu'elle eût été repoussée, par 324 voix contre 132, soit à 192 voix de majorité, le calendrier arrêté par la commission du suffrage universel, qui renvoyait au 11 janvier 1920 les élections législatives, et plaçait en premier les élections municipales.

LES POUVOIRS DE LA CHAMBRE ACTUELLE EXPIRERONT LE 7 DÉCEMBRE 1919; LA NOUVELLE CHAMBRE SE RÉUNIRA LE 8.

« Il est temps, dit M. Clemenceau, que la France fasse entendre sa voix et dise ce qu'elle pense et de ce qui a été fait et de ce qui doit être fait. »

Le sort en est jeté. A moins que le Sénat ne revienne sur la décision de la Chambre, les élections législatives auront lieu les premières et le 16 novembre 1919, c'est-à-dire à la date prévue dans le projet présenté par le gouvernement.

La Chambre l'a décidé, hier, à mains levées, après avoir voté, par 324 voix contre 132, soit à 192 voix de majorité, le calendrier qui lui soumettait la commission du suffrage universel et qui fixait au 16 novembre les élections municipales, le renouvellement de la Chambre devant être reporté au 11 janvier, après les élections sénatoriales.

Une seule modification a été apportée au calendrier du gouvernement : elle concerne les élections municipales, fixées au 30 novembre, alors que le projet les prévoyait pour le 23.

La discussion fut des plus mouvementées. M. Paul-Meurier, qui voulait soutenir une motion d'ajournement, provoqua tout d'abord un violent tumulte. Le débat fut fait à l'initiative de M. Clemenceau, qui ouvrit par la justice militaire. A droite, des ses premiers républicains, on le lui rappela avec une certaine insistance.

M. Thureau-Goblet se faisait remarquer par la violence de ses injures. M. Deschamps, officier d'ordonnance de M. Clemenceau, répondait à la tribune. M. Paul-Meurier attendait, paraissant vouloir laisser passer l'orage.

Le député de l'Aube profita cependant d'une acalmie pour dire que, quoi qu'en ait dit le président du Conseil, répondant le 8 mars 1918 à une question de M. Renaud, M. Albert Clemenceau avait été l'avocat du baron Linsengericht, et qu'il avait été soutenu par son frère.

M. Clemenceau se contenta de hausser les épaules. M. Charles Bernard obtint, d'autre part, un formidable succès par cette simple remarque :

« Il est temps que nous nous en allions ! »

La thèse de la Commission

Après M. Thureau-Goblet, la Chambre entendit M. Thureau-Goblet, partisan de la priorité pour les élections municipales. M. Alexandre Varenne, président de la commission du suffrage universel, soutint ensuite les conclusions de cette dernière.

Avec le système du gouvernement, dit-il, les élections législatives auraient lieu les premières. Or, il y a déjà vraisemblablement un certain nombre de députés élus qui seront candidats au Sénat. Après leur élection au Sénat, ils donneront leur démission de députés, et le temps manquera pour les remplacer avant le Congrès. Le Congrès qui élira le président de la République serait ainsi réduit à 800 membres.

M. Alexandre Varenne exprima d'ailleurs l'avis que, si aucune question politique n'était posée au débat, la thèse de la commission rallierait la majorité de la Chambre.

Soutenu par M. Jules Roche, le projet du gouvernement rencontra, en M. Angénieux, un adversaire déterminé. M. Tisserand soutint un amendement qui fixait au 23 novembre les élections législatives. Mais le débat n'était pas là. Il portait surtout sur la question de priorité. Législatives ou municipales ?

M. Poincaré, ministre de l'Intérieur, l'indiqua dans une brève intervention, qu'il était plus urgent de renouveler d'abord les municipalités, désorganisées à la suite de la guerre, que les 36.000 communes de France étaient administrées par des municipalités élues, sauf 196 administrées par un député nommé par le préfet et 13 où le conseil municipal a été dissous et remplacé par une délégation spéciale.

M. Aristide Briand intervient

Un vif mouvement se produisit quand on vit M. Aristide Briand monter à la tribune.

L'ancien président du Conseil se déclara d'accord avec le gouvernement pour faire les élections le plus tôt possible.

Mais aussi, dit-il, dans les meilleures conditions possibles.

Tous applaudis à gauche, il montra la commune, celle, morale de la nation :

M. Aristide Briand montra le poilu renté chez lui un peu de mauvaise humeur, un peu agité.

« Renté, la tête un peu chaude, dit-il, il est redevenu bientôt le bon gars d'hier. Cela, c'est une chose énorme. Voyez-vous. Ce qu'il faut, c'est que l'électeur aille au scrutin en toute connaissance de cause : notre devoir, à nous, c'est de lui en fournir les moyens. Si demain, vous donnez satisfaction à une certaine impatience, il est possible qu'en présence de ce que serait la Chambre qui pourrait sortir d'un tel scrutin le pays en vueille terriblement à ce qu'il ne l'aurait pas retenu dans cette impatience.

L'ancien président du Conseil montra le danger du système du gouvernement, qui, au sortir de la guerre, avec sept classes de jeunes gens qui n'ont pas encore été mêlés à la vie publique, et qui improviseront leur vote, jette sur un coup de dés tout le régime. Il demanda aussi si un délai de vingt jours serait suffisant pour une campagne électorale en vue d'élections qui se feraient avec un système compliqué et un peu obscur.

La réponse de M. Clemenceau

M. Clemenceau répondit en affirmant sa foi et sa confiance dans le pays.

Nous sortons d'une guerre, dit-il. Une guerre qui a duré plus de quatre ans. Elle nous a demandé les lourds sacrifices que vous connaissez et sur lesquels il est inutile d'insister en ce moment. Depuis l'armistice, nous avons supporté onze mois

LE CALENDRIER ELECTORAL

La Chambre a adopté, hier, le calendrier proposé par le gouvernement pour l'ordre et la date des élections.

Une seule modification a été apportée : les élections municipales, prévues pour le 23 novembre, ont été reportées au 30. Le calendrier devient ainsi le suivant :

Elections législatives : 16 novembre 1919.
Elections municipales : 30 novembre.
Municipalités et députés sénatoriaux : 7 décembre.
Elections cantonales : 14 décembre.
Elections sénatoriales : 11 janvier 1920.

des conditions les plus difficiles que ce pays ait jamais connues. Eh bien ! il faut le reconnaître, c'est encore, dans toute l'Europe, ce peuple de France qui s'est le mieux tenu.

« Quand des manifestations populaires violentes se sont produites, dit-il, ce gouvernement réactionnaire a envoyé de braves gens, des sergents de ville, des gendarmes.

« Il est temps, dit-il, que la France elle-même fasse entendre sa voix et dise ce qu'elle pense et de ce qui a été fait et de ce qui doit être fait. Or, quand le pays parle, il parle non par les élections municipales, mais par les élections législatives.

« Avant d'aller plus loin, sur ce point la question de confiance, M. Clemenceau envoya la Chambre à faire appel et à faire confiance à la France.

Son discours fut chaleureusement applaudi.

M. Aristide Briand répondit brièvement, pour se défendre d'avoir exposé les idées pessimistes que le président du Conseil avait paru vouloir répéter, et aussi pour reprocher à M. Clemenceau d'avoir fait une caricature de la situation.

Le vote

On passa enfin au vote. Le projet de la commission, repoussé par M. Clemenceau, qui posait la question de confiance, écarté par 324 voix contre 132, après un vote de 192 voix de majorité, le projet du gouvernement fut adopté à mains levées, avec la seule modification que nous signalons plus haut.

A l'ouverture, la Chambre avait voté le projet de loi tendant à instituer une médaille dite « Médaille commémorative française de la Grande Guerre ».

La séance du matin avait été consacrée à la discussion du projet sur l'aménagement du Rhin.

Leopold BLOND.

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

M. PAUL MEUNIER A LA TRIBUNE

L'ÉTAT DE PAIX AUX PAYS RHÉNANS

UN ENTRETIEN AVEC M. TIRARD LE NOUVEAU HAUT COMMISSAIRE DANS LES PROVINCES DU RHIN

« C'est le soldat français qui a été notre meilleur agent de propagande auprès des populations des territoires occupés. »

LA SITUATION ÉCONOMIQUE EST PLUS SATISFAISANTE QUE DANS TOUT LE RESTE DE L'ALLEMAGNE

M. Tirard continuera « la politique d'humanité et de justice » qui est dans les traditions de la France et qui fut celle de notre commandement depuis l'armistice.

M. Paul Tirard, qui vient d'être désigné comme haut commissaire de la République française et président de la haute commission interalliée des territoires rhénans, a bien voulu nous recevoir, hier.

« Je n'ai rien à vous confier relativement à ma mission, nous dit-il des larmes. Ma situation actuelle m'interdit toute déclaration de nature à engager les responsabilités de la haute commission interalliée, dont je suis le président en même temps que représentant de la France.

« J'ai été chargé par le gouvernement et le maréchal Foch, après l'armistice, de régler les relations entre les troupes alliées d'occupation des provinces du Rhin et les autorités et la population allemandes. Avec un titre nouveau, mes fonctions seront la continuation normale de mes travaux d'hier.

« Puis-je vous demander, monsieur le haut commissaire, l'état d'esprit des populations rhénanes à l'égard des Alliés en général, et de la France en particulier ?

« L'attitude de ces populations reste pacifique et plutôt conciliante, et les autorités allemandes ne nous témoignent pas de mauvaise volonté systématique.

« Que nous n'ayons pas rencontré d'hostilité dans les provinces du Rhin, c'est un fait tout à l'honneur de nos soldats et de leurs chefs. Il a été au contraire l'honneur de faire appel à la générosité et aux traditions chevaleresques de l'armée française pour que nulle idée de représailles n'effleurât nos hommes, qui, franchissant la frontière, gardaient encore la vision de leurs foyers dévastés et le souvenir des traitements barbares infligés à leurs familles.

Politique d'humanité et de justice

« Quelle politique suivra votre administration dans les provinces du Rhin ?

« Elle a été, aussi clairement que possible, exposée dans les discussions récentes de la Chambre et du Sénat. Ce sera la même politique d'humanité et de justice suivie depuis l'armistice.

« Le commandement a toujours observé une entière neutralité. Il y eut d'autant plus de mérite, que certains agents pangermanistes ne se firent pas faute de chercher à compromettre les parls qui leur étaient opposés, en s'efforçant de nous imputer des tentatives tout à fait contraires à la réalité.

« Notre tâche nous fut admirablement facilitée par la magnanimité de nos troupes, leur discipline et leur correction parfaite. Le soldat français a été notre meilleur agent de propagande.

« La dualité de l'administration interalliée et de l'administration allemande est-elle susceptible d'entraîner de graves difficultés dans les régions rhénanes ?

« Il n'y a pas dualité d'administration, mais simple contrôle de l'administration allemande, qui exerce normalement son autorité dans tous les domaines.

Le rôle de la Haute Commission

« Notre devoir est tout tracé par les arrangements conclus et par le traité de paix, dont les dispositions sont et seront loyalement observées par nous.

« Le rôle de la haute commission est de prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité des troupes d'occupation et éviter toutes les frictions possibles entre les Alliés et les populations rhénanes.

« Quelle est, au point de vue économique, la situation actuelle des provinces du Rhin ?

« Grâce à l'ordre que nous y avons apporté et maintenu, la situation économique de la région rhénane est nettement meilleure que celle du reste de l'Allemagne. Les régions du Rhin ont, naturellement, bénéficié d'un régime particulièrement favorable.

« Les sections économiques constituées par les généraux Fayolle, Mangin et Gérard ont instauré une organisation qui a donné aux commerçants français des facilités pour leurs exportations et leurs importations, dans la mesure où le gouvernement a jugé ces facilités profitables aux intérêts de la France. » — MARCEL PAYS.

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

M. TIRARD

Overland 4

L'OVERLAND 4 marque une nouvelle étape dans l'industrie automobile.

Elle représente le plus grand progrès qui ait été fait depuis l'invention du pneumatique.

Elle comporte des ressorts établis d'après un principe absolument nouveau, donnant une longueur de suspension de 3 m. 30 pour un empattement de 2 m. 54, qui lui assure toutes les qualités de souplesse et de stabilité des grosses voitures.

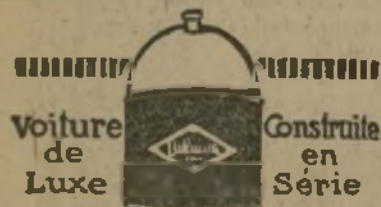
L'OVERLAND 4 est exposée au Salon de l'Automobile.

H. FALCONNET, agent exclusif pour la France, 58, avenue Malakoff, Paris. Salon de l'Automobile, Grande Nef, Stand 126.

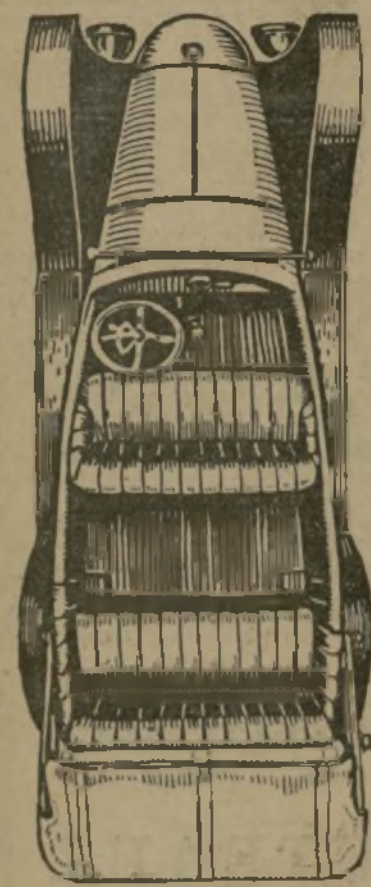
Pour autres pays d'Europe : FRANK WYMAN LIBBY, représentant pour l'Europe de The John N. Willys Export Corp. 151 Great Portland Street, London.



Longueur de suspension 3 m. 30.
Empattement 2 m. 54.



la 17 h.p.
BELLANGER FRÈRES



Moteur 4 cylindres 90 x 125
Éclairage et démarrage électriques
Toute carrossée en Torpedo
5 places avec capote, pare-brise, compteur, klaxon
5 jantes amovibles et 5 pneus

18.500 frs

Poids de la voiture carrossée : 1.000 kgs
129, Champs-Élysées - PARIS
Usines : Neuilly-sur-Seine (Seine)

TRÈS VIEILLES EAUX-DE-VIE
à vendre. Susana, Agence Havas, Bordeaux.

785. — SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA LIQUIDATION DES STOCKS
49 bis, BOULEVARD DELESSERT, PARIS (18^e). Téléphone : PASSY 96-45, 98-14, 98-35.

VENTES D'AUTOMOBILES MILITAIRES

VENTE n° 11 à NANTERRE de : 62 Motocyclettes, 39 Side-Cars, 5 Lots de : Générateurs, LANTERNES, PHARES.

EXPOSITION A L'USINE ROEDERER du 16 au 23 octobre 1919, jour de l'adjudication.

VENTE n° 122 bis, à VINCENNES (au POLYGOSE), de : 9 TRACTEURS, 45 CAMIONS, 14 CAMIONNETTES, 45 TOURISTES, 25 REMORQUES, 40 CHASSIS DIVERS.

EXPOSITION AU POLYGOSE du 17 au 24 octobre 1919, jour de l'adjudication.

Renseignements aux portes de vente ou 70, avenue de La Bourdonnais, à PARIS. Téléphone : Saxe 76-57.

781. — SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA LIQUIDATION DES STOCKS
49 bis, BOULEVARD DELESSERT, PARIS (18^e). Téléphone : PASSY 96-45, 98-14, 98-35.

VENTE n° 117, A PARIS (BOULEVARD SOULT)

de : 66 CAMIONS, 2 CAMIONNETTES, 4 TOURISTES
31 REMORQUES (2 & 4 ROUES)

EXPOSITION PERMANENTE BOULEVARD SOULT (en face de l'usine ROSENGARD), du 18 au 25 octobre 1919, jour de l'adjudication.

RENSEIGNEMENTS : au Parc de Vente ou 70, avenue de La Bourdonnais, à PARIS. Téléphone : Saxe 76-57.

Le Plus Puissant Antiseptique
NON TOXIQUE

ANIODOL

(INTERNE) FERMENT INTESTINAL (INTERNE)
GUÉRISON SANS AUCUN RÉGIME

Entérites

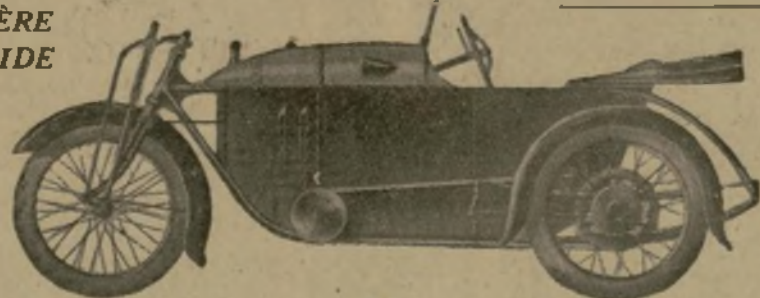
Troubles gastro-intestinaux
Diarrhée infantile et Tuberculeuse
Fièvre typhoïde et toutes Maladies infectieuses.

Dose : 50 à 100 gouttes par jour en deux fois, dans une tasse de tisane après les repas.
Prix : 4 fr. 50 le Flacon. — DANS TOUTES LES PHARMACIES.
Patisserie et Brochure : 84 de l'ANIODOL, 40, Rue Condorcet, PARIS.

LA VOITURETTE POUR TOUS !

CONFORTABLE
LÉGÈRE
RAPIDE

BON MARCHÉ



LE CYCLAUTO

BREVETS CH. ROUQUET

a un succès énorme au Salon de l'Automobile. Tous les médecins, voyageurs de commerce, sportsmen, etc., etc., ont de suite compris les services incalculables que ce nouveau véhicule peut leur rendre.

Pour renseignements écrire à l'usine, 100, rue Rouget-de-l'Isle, SURESNES (Seine)



MAGASIN DE VENTE et d'EXPOSITION
Téléphone Roulet 01 154 Avenue de Malakoff PARIS
Salon : Stalle X, Stand 2

SALLES DE VENTES HERZOG

41, RUE DE CHATEAUDUN, 41, PARIS
Encore pendant quelques jours. Grande vente des soldes et occasions d'ameublements complets et quantités d'objets d'art introuvables ailleurs. Ouvert dimanches et fêtes.

FATIGUÉES par maladies, chagrins, surmenage, prenez du PHOSPHO-SÉRUM QUÉMÉRIS
Supprime la fatigue, anémie, neurasthénie, Vitalise le sang, en REGULARISE le cours.
Hyperlocoactivité, empêche l'insomnie, Cancer, Fibrose, Accidents du retour d'âge. — Trois Phos.
Dure de 25 jours, 5 fr. 60 contre mandat. Cure intégrale de 100 jours, 22 francs franco.
Laboratoire Quémeris, près Ecole Médicale, Rennes

PASTILLES MIRATON
Constipation
3 fr. CHATELGUYON 3 fr.

VENTE DE PROPRIÉTÉ
SOLOMNE Chasse 300 h. plaine, bois, étangs, habitation neuve, conf. mod. r. 380.000 fr. Les Châteaux de France, 9, r. Bayard.

EXPRESS-BAGAGE
GUILLOM et WOOLLEY
4, rue Riboutte (square Montbailly). Métro : Cadet
Prise et remise de bagages à domicile ; billets. English spoken

ÉCOLE DE CHAUFFEURS-MÉCANICIENS
la plus ancienne, reconnue la meilleure, la moins chère. Brevets
dep. 18 fr. — BELSER, 14, r. Tocqueville, Wag. 32-40.

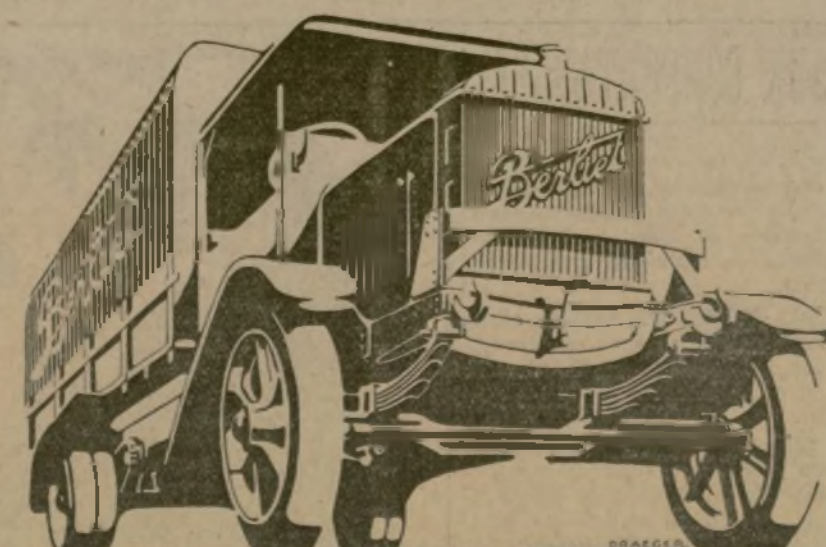
PHOSPHANOL
Le Roi des Reconstituants, le plus puissant Antineurasthénique, le spécifique rationnel de la Tuberculose, Anémie, Maladies Nerveuses, Psoriasis, Diabète, Cachexies, Artério-Sclérose, Troubles de Croissance, Faiblesse générale. Remède héroïque des Affections de l'Estomac et de l'Intestin. Recommandé pendant la Grossesse et la Lactation. — Pour les Diabétiques les personnes qui ne peuvent pas supporter les liquides nous conseillons le PHOSPHANOL en cachets. Prix : le flacon de 50 cachets 6 fr. 60. La cure 4 fl. ou 4 boîtes de 24 fr. PHOSPHANOL, 6 B^e Richard Lenoir, Paris 10 (téléphone 124)

Beauté de la Chevelure
PÉTROLE HAHN



Produit Français

F. VIBERT Fab^r
LYON



NOUVEAU C.B.A. 5 TONNES

PRIX NET
31.000 Francs

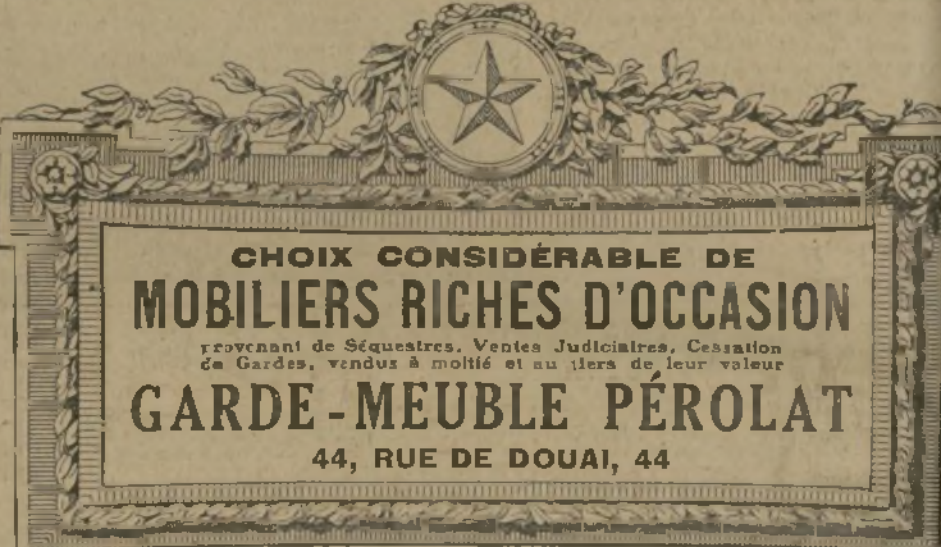
Bertet

239, Avenue Berthelot
LYON
152, Av. des Champs Élysées
PARIS

Demander Notice et Catalogue

Phares B.R.C.

VOIR MODELES 1919. SALON DE L'AUTOMOBILE. GALERIE DU BALCON. STAND 12



CHOIX CONSIDÉRABLE DE MOBILIERS RICHES D'OCCASION
provenant de Séquestres, Ventes Judiciaires, Cession de Gardes, vendus à moitié et au tiers de leur valeur
GARDE-MEUBLE PÉROLAT
44, RUE DE DOUAI, 44

CYCLES THOMANN

Soudés à l'autogène

sont exposés
au SALON du CYCLE
(Salle X. — Stand n° 1)
et attirent tous les connaisseurs

Usines à NANTERRE, 88, avenue Félix-Faure

L'ACHETE CHER Véhicules hom. et dames, Fourrages, Uniform. milit. Vais domicile. NEUMEISTER, 12, r. Gombous.

depuis 1897

cet intestin ne fonctionnait plus; maintenant, il fonctionne très bien et n'a plus besoin de laxatif.

J'avais tout essayé en fait de pilules laxatives, écrit M^{lle} Liévin, de La Chapelle Montbrandeix (Hte-Vienne), et rien jusqu'à présent ne m'avait réussi, quand la Rédaction de vos Grains Quotidiens m'a tentée. J'ai fait usage d'une seule boîte et, depuis ce jour, mon intestin a très bien fonctionné, ce dont je suis étonnée, car, depuis 18 ans, il me faisait tous les jours un laxatif. Donc, après un traitement de quatre semaines, je suis presque guérie, mais dans la crainte d'une récidive, je tiens à en avoir d'autres. J'aurais pu en faire venir de Limeron où j'ai eu ma première boîte, mais je tenez à vous dire la bien que cette médication m'a fait.

Femmes Constipées

qui vous croyez incurables et qui prenez des pilules depuis des années, méditez la lettre de M^{lle} Liévin et rappelez-vous que le GRAIN QUOTIDIEN n'est pas un vulgaire laxatif, mais un véritable curatif qui vous débarrassera de votre constipation, fût-elle ancienne de 22 ans comme celle de M^{lle} Liévin.

GRAINS QUOTIDIENS

du DOCTEUR GREFFIER
Médication totale de la Constipation
on 7 formules végétales alternées.

La Boîte pour le traitement d'un mois : 4 fr. (rap. 100%)
Toutes Pharm. Distrib. : 2, Av. Trudaine, Paris. Extrait

EXCELSIOR

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléph. Gut. : 02-73 — 02-75 — 46-00
PUBLICITÉ, 11, bd Italien, Tél. Gut. 12-45. Cent. 80-83

TARIF DES ABONNEMENTS :
France : 3 mois, 14 fr. ; 6 mois, 26 fr. ; 1 an, 48 fr.
Etranger : 3 mois, 23 fr. ; 6 mois, 42 fr. ; 1 an, 80 fr.

Le gérant : VICTOR LAUVERONNE.

Paris, VERDIER, imprimeur, 18, rue d'Enghien.

POGNON

LA BOUGIE IDÉALE
H. TRENTÉLIVRES & C^{ie} FABRICANTS
35, RUE BRUNEL - PARIS

